Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Le Canada et la tentative de coup d'État contre le Venezuela

Par Arnold August
Mondialisation.ca, 16 mai 2020

Région : Amérique latine & Caraïbe, États-Unis
Thème: Guerre USA OTAN, Services de renseignements
Analyses: "Putsch" au Venezuela

À l'aube du 3 mai, puis de nouveau le 4 mai, des mercenaires lourdement armés sur des vedettes rapides ont tenté d'entrer au Venezuela par voie maritime depuis la Colombie. Ils ont été confrontés aux forces armées vénézuéliennes, aux milices, à la police et aux pêcheurs locaux. Huit mercenaires ont été tués dans une fusillade qui a suivi, tandis que les autres ont été arrêtés. Parmi les personnes détenues figuraient deux anciens bérets verts de l'armée américaine. Les poches isolées des déserteurs de l'armée sont encore en train d'être rassemblées au moment où ces lignes sont écrites.

L'un des dirigeants de la tentative de coup d'État raté est Jordan Goudreau, un ancien Marine américain né au Canada qui dirige une société de sécurité privée basée en Floride, la Silvercorps USA. Bien qu'il n'ait pas participé directement au raid, il a laissé derrière lui une vidéo enregistrée en Colombie dans laquelle son partenaire militaire vénézuélien et lui s'attribuent le mérite de la tentative de coup d'État. Les deux autres Étasuniens capturés ont également témoigné de leur implication. Les aveux nous conduisent à travers un labyrinthe de corruption et de transactions douteuses, du chef de l'opposition vénézuélienne, Juan Guaidó, jusqu'à Donald Trump.

L'objectif des comploteurs du coup d'État était la capture et l'arrestation du président Nicolás Maduro. Un contrat signé par Goudreau, Guaidó et ses conseillers, dont le législateur en exil Sergio Vergara et Juan José Rendon, confirme noir sur blanc le plan de renversement du gouvernement vénézuélien. Maduro a blâmé Trump et le gouvernement colombien pour le chaos, mais les États-Unis ont jusqu'à présent nié toute implication.

Vous n'êtes pas convaincu de l'implication américaine? Voici l'argument décisif. Le 29 avril, quelques jours seulement avant l'aventure du 3 mai, le secrétaire d'État Mike Pompeo se targuait d'un certain succès :

> « Je suis heureux d'annoncer que l'effort multilatéral pour restaurer la démocratie continue de prendre de l'ampleur. J'ai demandé à mon équipe de mettre à jour nos plans pour rouvrir l'ambassade des États-Unis à Caracas afin que nous soyons prêts à nous y installer. Dès que Maduro se retirera, je suis convaincu que nous déploierons à nouveau le drapeau à Caracas. »

Le gouvernement Trudeau était sûrement au courant de la déclaration confiante de

Pompeo. De plus, la nouvelle du fiasco du 3 mai est même apparue à la télévision de Radio-Canada ce matin-là. Nous savons aussi que certains Canadiens étaient déjà en ligne dans la soirée du 3 mai, et de nouveau le lendemain, pour appeler Trudeau et le ministre des Affaires étrangères François-Philippe Champagne à prendre position contre l'action paramilitaire parrainée par les États-Unis.

Le Canada n'était-il pas au courant?

Pourtant, une journée et demie après la débâcle du 3 mai, Champagne a gazouillé, ciblant Guaidó :

En exprimant ses « préoccupations » au sujet de la pandémie du COVID-19, il semble que Champagne ait utilisé l'urgence sanitaire mondiale comme prétexte pour discuter de la tentative de coup d'État. Les faits négligés par Champagne, dans sa hâte apparente de téléphoner et de gazouiller montrent que les pays mentionnés par le Canada (Pérou, Colombie et Brésil) sont tous confrontés à des catastrophes nationales en raison de politiques de droite. En revanche, le Venezuela affiche le meilleur bilan de toute l'Amérique latine en matière de limitation du coronavirus.

De plus, le gazouillis indique que le gouvernement canadien est toujours entièrement d'accord avec le discours des États-Unis sur le Venezuela, indépendamment de l'échec de l'incursion militaire, sans en faire explicitement mention. Cela se reflète également dans un autre gazouillis, publié après de nouvelles captures de mercenaires et la publication de preuves supplémentaires du caractère international du complot au fur et à mesure de son déroulement. Le 8 mai, Champagne a gazouillé :

Quelques jours plus tard, le 11 mai, Trudeau s'est entretenu directement avec le président colombien Iván Duque. Selon le compte rendu du gouvernement canadien :

> « Aujourd'hui, le premier ministre Justin Trudeau s'est entretenu avec le président de la Colombie, Iván Duque Márquez, pour discuter des derniers développements concernant le COVID-19 dans chacun de leurs pays et dans le monde [...] Les deux dirigeants ont également discuté de la crise au Venezuela et de son impact humanitaire dans la région, aggravé par la pandémie. Ils ont souligné la nécessité d'une collaboration étroite et continue et d'un effort international concerté pour faire face à cette situation difficile. »

Il faudrait être naïf pour croire que les gazouillis successifs de Champagne et de Trudeau n'ont pas été coordonnés pour réitérer l'appui du gouvernement à Guaidó à titre de président intérimaire autoproclamé, et son adhésion tacite au programme de changement de régime de Duque et de Trump.

Trudeau devrait prendre publiquement position contre l'intervention et les sanctions américaines

Le 6 mai, lorsque Pompeo s'est engagé à « utiliser tous les moyens à sa disposition » pour obtenir la libération de « deux anciens combattants étasuniens », il a fait un tour de passe-passe en présentant les mercenaires comme des « victimes » dans la lutte contre les « violations des droits de la personne » commises par le gouvernement Maduro.

À en juger par les gazouillis de Champagne et le compte rendu de l'appel de Trudeau à Duque, il est clair que le Canada s'engage à soutenir implicitement la tentative de coup d'État sans s'embourber dans les eaux troubles de la corruption et de la politique des tueurs à gages. Après tout, s'il veut être à la hauteur de son rôle humanitaire autoproclamé dans la politique internationale, le Canada doit conserver son image de pacificateur.

Si l'on examine les crises précédentes, on constate que le gouvernement Trudeau attend vraisemblablement que les événements se produisent. Pourtant, sa complicité continue dans les actions impérialistes au Venezuela et son incapacité à dénoncer les violations flagrantes du droit international en Amérique latine en disent long.

Le 8 mai, Trump a parlé de la tentative de coup d'État ratée et a clairement dit qu'il aurait fait les choses différemment :

> « J'irais là-bas et ils ne feraient rien pour y remédier [...] ils se raviseraient. Je n'enverrais pas de tout petits groupes. Non, non, non. J'enverrais une armée. Ce serait une invasion. »

Les Canadiens doivent exiger que le gouvernement Trudeau désavoue publiquement toutes les formes d'intervention militaire contre le Venezuela, y compris l'incursion paramilitaire du 3 mai et les menaces d'invasion irresponsables de Trump. Quel que soit son point de vue sur Maduro, le Venezuela a droit à l'autodétermination et à la souveraineté nationale.

En même temps, on ne peut se faire d'illusions quant à la politique du Canada à l'égard du Venezuela sous les libéraux; c'est pourquoi une réorientation à long terme de la politique étrangère doit également être envisagée.

Juan Guaidó, prend un égoportrait avec Justin Trudeau lors d'une visite à Ottawa en janvier 2020.

La complicité du Canada dans la guerre menée par les États-Unis contre le gouvernement constitutionnel du Venezuela

Certains ont peut-être oublié que le Canada avait participé aux efforts de changement de régime au Venezuela quelques années après l'élection et la prestation de serment d'Hugo Chávez à la présidence en janvier 1999. Le mécontentement d'Ottawa était axé sur la nationalisation des mines d'or canadiennes par Chávez et son hostilité générale à l'égard des investissements étrangers à grande échelle. La Banque de Nouvelle-Écosse, l'institution financière la plus internationale du Canada, a également participé à des investissements miniers au Venezuela et s'est jointe aux pressions en faveur d'un changement de régime.

Plus récemment, en 2017, le Canada a joué un rôle déterminant dans la création du Groupe de Lima, un organisme multilatéral composé de 13 gouvernements principalement de droite, dont la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Guatemala, la Guyane, le Honduras, le Panama, le Paraguay, le Pérou et Sainte-Lucie. L'objectif déclaré du Groupe de Lima est la « transition démocratique » pacifique pour renverser des dirigeants au Venezuela. Lima a été créé parce que les États-Unis et le Canada n'ont pas obtenu l'appui unanime de l'Organisation des États étasuniens (OEA) pour soutenir le changement de régime contre Maduro. Ainsi, le Groupe de Lima est, pour reprendre les mots de Nino Pagliccia, « totalement illégitime dans sa prétention d'être un organisme international ». Les États-Unis n'en sont même pas membres.

Trudeau et son ministre des Affaires étrangères ont joué un rôle clé au sein du Groupe de Lima et ils ont également joué un rôle déterminant en tendant la main aux pays européens pour obtenir leur participation. Sans le leadership du Canada, le Groupe de Lima se serait certainement effondré ou serait devenu presque sans intérêt. C'est précisément en raison de la perception de la politique étrangère du Canada consacrée au « maintien de la paix » et à « l'humanitarisme » que l'organisme est largement approuvé, du moins dans les cercles d'élite.

Le site internet d'Affaires mondiales Canada sur Venezuela contient près de 100 déclarations du Groupe de Lima, du gouvernement canadien et des organisations internationales, ajoutées depuis 2017, concernant le rôle du Canada au Venezuela. Toutes ces entrées couvrent la période des nombreuses tentatives de coup d'État des États-Unis. Aucune d'entre elles ne critique d'une façon ou d'une autre les actions offensives et gratuites de Washington visant à accroître la souffrance du peuple vénézuélien pour atteindre ses objectifs impériaux dans l'hémisphère.

Des sanctions tuent et le Canada est impliqué

En outre, les États-Unis appliquent des sanctions économiques paralysantes contre le Venezuela.

Selon les économistes étasuniens Mark Weisbrot et Jeffrey Sachs du Center for Economic and Policy Research :

> Les sanctions ont infligé, et infligent de plus en plus, de très graves dommages à la vie et à la santé humaines, y compris un nombre estimatif de plus de 40 000 décès de 2017 à 2018; ces sanctions correspondraient à la définition de la punition collective de la population décrite dans les conventions internationales de Genève et de La Haye, dont les États-Unis sont signataires. Elles sont également illégales en vertu du droit international et des traités que les États-Unis ont signés, et elles semblent également enfreindre la loi des États-Unis.

On pourrait s'attendre à ce que le gouvernement Trudeau soi-disant progressiste s'oppose à ces sanctions économiques draconiennes, étant donné qu'elles sont illégales et constituent un crime de guerre. Pourtant, Ottawa applique également des sanctions contre le Venezuela. Cette politique a été saluée par l'administration Trump. Lors d'une conférence de presse en mai 2019, le vice-président Mike Pence a déclaré à Ottawa, aux côtés de Trudeau :

> « Le Canada a imposé des sanctions à 113 des amis du dictateur. Vous avez promu la cause de la liberté et la libération du Venezuela au sein du Groupe de Lima et de l'OEA. Et nous avons tous les deux affirmé, d'une seule voix, que Nicolás Maduro est un dictateur sans droit légitime au pouvoir, et que Nicolás Maduro doit partir. »

La politique vénézuélienne du gouvernement Trudeau est une honte pour tous les Québécois et les Canadiens pacifiques qui soutiennent le droit à l'autodétermination. Indépendamment de nos opinions politiques individuelles, nous devons nous unir pour soutenir le peuple vénézuélien contre les tentatives illégales et dangereuses de mettre en œuvre un « changement de régime. »

Est-ce trop demander aux députés québécois et canadiens de chercher un terrain d'entente, même pendant la pandémie de COVID-19, pour exiger que le Canada annule ses sanctions contre le Venezuela et récuse le régime Trump pour son soutien à la récente tentative de coup d'État?

Arnold August, 15 mai 2020

Image en vedette : drapeau du Venezuela, pixabay.com

Note aux lecteurs : veuillez cliquer sur les boutons de partage ci-dessus ou ci-dessous. Faites suivre cet article à vos listes de diffusion. Publiez cet article sur votre site de blog, vos forums Internet, etc.

Arnold August *est un journaliste basé à Montréal et auteur de trois livres sur Cuba, l'Amérique latine et les États-Unis, et dont les articles paraissent en anglais, en espagnol et en français en Amérique du Nord, en Amérique latine, en Europe et au Moyen-Orient. Il est également conférencier et se concentre actuellement sur la politique étrangère de Trudeau envers l'Amérique latine et les Caraïbes.*

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © Arnold August, Mondialisation.ca, 2020

Articles Par : Arnold August

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de

recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca